

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

N° BE-2025-12-13

du 30 DEC. 2025

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2014185-0008 du 4 juillet 2014

autorisant la société SUTUREX & RENODEX

à exploiter une unité de fabrication d'aiguilles chirurgicales

sur le territoire de la commune de CARSAC-AILLAC

au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

**La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014185-0008 du 4 juillet 2014 autorisant la société SUTUREX & RENODEX à exploiter une unité de fabrication d'aiguilles chirurgicales sur le territoire de la commune de CARSAC-AILLAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-04-03 du 1^{er} avril 2021 ;

Vu l'arrêté municipal d'autorisation de déversement à la station d'épuration de Sarlat en date du 18 avril 2024 et sa convention spéciale de déversement ;

Vu la modification notable portée à la connaissance de la préfète par la société SUTUREX & RENODEX le 27 février 2025 et ses compléments concernant l'augmentation de capacité de production et le dossier joint et notamment l'autorisation de rejet dans la station d'épuration de Sarlat ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2025 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale pour tenir compte de l'évolution du tableau de rubriques ICPE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

La société SUTUREX & RENODEX dont le siège social est situé ZAE du Périgord Noir - 4 rue Jacques Chemel - 24200 CARSAC-AILLAC, qui est autorisée à exploiter à cette même adresse une unité de fabrication d'aiguilles chirurgicales est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Madame la Préfète, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – PORTÉE DE L'ARRÊTÉ

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2014185-0008 du 4 juillet 2014 modifiées et complétées par celles du présent arrêté sont également applicables à l'extension de l'unité de fabrication d'aiguilles, objet du porter à connaissance susvisé.

ARTICLE 3 – ARTICLES MODIFIÉS

Article 3.1

Le tableau de rubriques de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2014185-0008 du 4 juillet 2014 est remplacé par le tableau suivant :

Rubriques ICPE et IOTA		Volume d'activité après modification	
N°	Intitulé	Volume d'activité	Régime
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	2252 l	E
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg	439 kg	D
2560-B-2	Métaux et alliages (Travail mécanique des) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant : 2. Supérieure à 50 kW mais inférieure à 1000 kW	446,5 kW	D
2561	Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliage	-	D
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles, à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produits mise en oeuvre dans le procédé étant supérieure à 500 l mais inférieure ou égale à 7500 l.	1804 l	D
2564-1c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. 1. hors procédé sous vide, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1500 litres pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.	480,5 l	D
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	5,5 t	D

Le tableau figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} avril 2021 est supprimé.

Article 3.2

Le tableau figurant à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2014185-0008 du 4 juillet 2014 est remplacé par le tableau suivant :

Commune	Parcelles (section AH)	Superficie (m²)
Carsac-Aillac	4	17322
	5	1275
	6	3014
	114	3221
	total	24832

Le tableau figurant à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} avril 2021 est supprimé.

Article 3.3

A l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2014185-0008 du 4 juillet 2014 modifié par l'arrêté du 1^{er} avril 2021, il est ajouté :

Les rejets doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.
- la température doit être inférieure à 30°C.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Carsac-Aillac et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Dordogne ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Carsac-Aillac, ainsi qu'à la société SUTUREX & RENODEX.

La préfète,



Marie AUBERT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L. 181-17 du code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R. 181-50 du code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours administratif ou contentieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS ADMINISTRATIF OU CONTENTIEUX

Article R. 181-51 du code de l'environnement

Lorsqu'un recours administratif ou contentieux est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

RÉCLAMATION

Article R. 181-52 du code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

